



PRÉFET DE L'AISNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral n° IC/2024/127
autorisant la société MONDELEZ FRANCE
BISCUITS PRODUCTION SAS à augmenter la
capacité de production de son unité de
fabrication de pâtisserie située sur le territoire
de la commune de JUSSY

Le Préfet de l'Aisne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

VU la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la république en date du 26 mai 2021 nommant M. Thomas CAMPEAUX, Préfet de l'Aisne ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°IC/2010/165 du 29 septembre 2010 autorisant la société LU FRANCE à exploiter une unité de fabrication de pâtisserie sur le territoire de la commune de JUSSY ;



VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°IC/2022/043 du 28 février 2022 relatif à l'installation de fabrication de pâtisserie exploitées par la société MONDELEZ FRANCE BISCUITS PRODUCTION SAS sur le territoire de la commune de JUSSY ;

VU l'arrêté préfectoral n°2024-35 du 2 juillet 2024 donnant délégation de signature à M. Alain NGOUOTO, secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, sous-préfet de l'arrondissement de Laon, à M. Damien TOURNEMIRE, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne, à M. Anthmane ABOUBACAR, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Quentin, aux directeurs, chefs de bureau et agents de la préfecture de l'Aisne ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Artois Picardie approuvé par arrêté du 21 mars 2022 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Haute Somme approuvé par arrêté du 15 juin 2017 ;

VU le récépissé du 24 février 2014 donnant acte du changement de dénomination sociale de l'établissement de LU FRANCE en MONDELEZ FRANCE BISCUITS PRODUCTION SAS ;

VU la demande du 02 mars 2022, présentée par MONDELEZ FRANCE BISCUITS PRODUCTION SAS dont le siège social est situé 6, avenue Réaumur 92140 CLAMART, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication de pâtisserie située au 87, avenue de la Victoire 02480 JUSSY et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

VU les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 19 avril 2023 et du 28 septembre 2023 ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

VU l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 22 juin 2023 ;

VU la décision en date du 20 décembre 2023 du président du tribunal administratif d'Amiens, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 5 janvier 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de *un mois* du lundi 29 janvier au mercredi 28 février 2024 inclus sur le territoire des communes de Jussy, Clastres, Essigny-le-grand, Flavvy-le-Martel, Gibercourt, Montescourt-Lizerolles, Remigny et Saint-Simon ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisés dans ces communes de l'avis au public ;

VU la publication en date du 13 janvier et du 1^{er} février 2024 de cet avis dans deux journaux locaux ;

VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

VU le rapport et les propositions en date du 28 mai 2024 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 28 juin 2024 ;

VU le projet d'arrêté d'autorisation porté à la connaissance du demandeur le 16 juillet 2024 ;

VU les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courriel en date du 18 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et qu'elles sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture de l'Aisne,

ARRÊTE

1 Portée de l'autorisation et conditions générales

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

MONDELEZ FRANCE BISCUITS PRODUCTION SAS, (SIRET 433 085 149 00154), dont le siège social est situé à CLAMART (92140) 6 avenue Réaumur, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, et de l'acte antérieur en date du 29 septembre 2010 modifiés et complétés par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de JUSSY (02480), au 87, avenue de la Victoire (coordonnées Lambert 93 X= 717623.33 et Y=6959168.67), les installations détaillées dans les articles suivants.

Les actes suivants sont abrogés à partir de la notification du présent arrêté :

- l'arrêté préfectoral n°IC/2010/165 du 29 septembre 2010 autorisant la société LU FRANCE à exploiter une unité de fabrication de pâtisserie sur le territoire de la commune de JUSSY : toutes les prescriptions, **sauf le Titre 1**
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°IC/2022/043 du 28 février 2022 relatif à l'installation de fabrication de pâtisserie exploitées par la société MONDELEZ FRANCE BISCUITS PRODUCTION SAS sur le territoire de la commune de JUSSY ;

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Le présent article remplace l'article 1.2.2 de l'AP de 2010.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Surface
Jussy	Section OB n°1695, 1696, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31	39 464 m ²

1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations

1.2.1 Le présent article remplace l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010.

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3642-3a	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour : a) Supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10, où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de masse) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis	Matières premières animales et végétales	141 t de produits finis par jour A > 10 %	A
1510-2c	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	Stockage de divers produits : • Matériaux de conditionnement: (carton, plastique, palette), • matières premières, • produits finis. (installations existantes et autorisées par l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010)	Volume total : 10 260 m ³	D
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres	1 chaudière principale : 3,55 MW	Total : 3,786 MW	D

	<p>rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>1 chaudière : 86 kW</p> <p>1 chaudière ballon : 150 kW</p>		
--	---	---	--	--

(*) A (autorisation), D (Déclaration)

1.2.2 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3642, relative au traitement et à la transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF FDM (Food, Drink and milk) pour les industries agroalimentaire et laitière.

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

1.4 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est un usage industriel (évacuation des produits dangereux par une entreprise agréée et des autres déchets vers des filières adaptées, interdiction de l'accès au site, maîtrise ou suppression des risques d'incendie ou d'explosion liés aux cuves de fioul, surveillances des installations avec prélèvements des sols et au niveau de la nappe). L'exploitant devra avoir recours à une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués afin d'attester de la mise en œuvre des mesures de mise en sécurité, de l'adéquation du mémoire de réhabilitation puis de la conformité des travaux de réhabilitation).

1.5 Garanties financières

Sans objet.

1.6 Implantation

Sans objet.

1.7 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclarations non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrements non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.8 Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

Sans objet.

2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

2.1 Conception des installations

2.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Chaudière Babcock	3 550 kW	Gaz naturel	Production eau chaude à 65 à 95 °C pour le process et le chauffage / fonctionnement max : continu 24h/24
Conduit N° 2	Chaudière Ballon	150 kW		Production eau chaude à 65 °C pour le process et le chauffage / fonctionnement max : continu 24h/24
Conduit N°3	Chaudière De Dietrich	89,5 kW		Production eau chaude à 65 C pour le chauffage / fonctionnement max : continu 24h/24
Conduit N° 4	Ligne Phénix 1 - Rejet 1	256 kW		Fabrication de différents gâteaux multicouches, dont la gamme Napolitain, Milka Trio et Milka Tender /
Conduit N°5	Ligne Phénix 1 – Rejet 2	256 kW		
Conduit		256 kW		

N°6	Ligne Phénix 1 – Rejet 3		fonctionnement max : continu 3x8, 7j/7
Conduit N°7	Ligne Phénix 1 – Rejet 4	256 kW	
Conduit N°8	Ligne Phénix 1 – Rejet 5	0 kW (hotte sortie four)	
Conduit N°9	Ligne Phénix 2 – Rejet 1	512 kW	
Conduit N°10	Ligne Phénix 2 – Rejet 2	320 kW	
Conduit N°11	Ligne Phénix 2 – Rejet 3	200 kW	
Conduit N°12	Ligne Phénix 2 – Rejet 4	210 kW	
Conduit N°13	Ligne Phénix 2 – Rejet 5	0 kW (hotte sortie four)	
Conduit N°14	Ligne Mini 2 – Rejet 1	740 kW	
			Fabrication de différents gâteaux emmoulés / fonctionnement max : continu 3x8, 7j/7
			Fabrication de différents gâteaux multicouche dans la gamme Napolitain/ fonctionnement max : continu 3x8, 7j/7

2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N°1	18 m (par rapport au sol)	1800 Nm ³ /h	La vitesse est de 5m/s en marche continue maximale pour les chaudières. Pour les autres installations, la vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m ³ /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m ³ /h.
Conduit N°2	10,5 m (par rapport au sol)	200 Nm ³ /h	
Conduit N°3	10,5 m (par rapport au sol)	100 Nm ³ /h	
Conduit N°4	8,5 m (depuis le plancher du 1 ^{er} étage)	300 Nm ³ /h	
Conduit N°5	8,5 m (depuis le plancher du 1 ^{er} étage)	400 Nm ³ /h	
Conduit N°6	8,5 m (depuis le plancher du 1 ^{er} étage)	300 Nm ³ /h	
Conduit N°7	8,5 m (depuis le plancher du 1 ^{er} étage)	550 Nm ³ /h	

Conduit N°8	8,5 m (depuis le plancher du 1 ^{er} étage)	4 000 Nm ³ /h	
Conduit N°9	8,5 m (depuis le plancher du 1 ^{er} étage)	310 Nm ³ /h	
Conduit N°10	8,5 m (depuis le plancher du 1 ^{er} étage)	300 Nm ³ /h	
Conduit N°11	8,5 m (depuis le plancher du 1 ^{er} étage)	350 Nm ³ /h	
Conduit N°12	8,5 m (depuis le plancher du 1 ^{er} étage)	350 Nm ³ /h	
Conduit N°13	8,5 m (depuis le plancher du 1 ^{er} étage)	3 500 Nm ³ /h	
Conduit N°14	17 m (par rapport au sol)	3 500 Nm ³ /h	

2.2 Limitation des rejets - Émissions canalisées : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les chaudières :

Paramètre	Conduit n° 1, 2, 3 (chaudières)	
	Concentration mg/Nm ³	
Concentration en O ₂	3,00 %	
NO _x en équivalent NO ₂	150 mg/m ³	
CO	100 mg/m ³	

Les fours :

Paramètre	Conduit n°4 à 14 sauf 8 et 13		
	Concentration mg/Nm3	Flux	T/an ou kg/an
		Kg/h ou g/h	
Concentration en O2	Voir tableau ci-après		
NOx en équivalent NO2	300	800 g/h	tous rejets confondus
Poussières	30	-	-
COVNM	-	< 2kg/h	tous rejets confondus

N° de conduit	Installations raccordées	Conduit n°4 à 14
		Concentration en O ₂
Conduit N° 4	Ligne Phénix 1 - Rejet 1	12,60 %
Conduit N°5	Ligne Phénix 1 – Rejet 2	15,10 %
Conduit N°6	Ligne Phénix 1 – Rejet 3	14,10 %
Conduit N°7	Ligne Phénix 1 – Rejet 4	18,30 %
Conduit N°8	Ligne Phénix 1 – Rejet 5	-
Conduit N°9	Ligne Phénix 2 – Rejet 1	12,80 %
Conduit N°10	Ligne Phénix 2 – Rejet 2	12,70 %
Conduit N°11	Ligne Phénix 2 – Rejet 3	16,10 %
Conduit N°12	Ligne Phénix 2 – Rejet 4	17,20 %
Conduit N°13	Ligne Phénix 2 – Rejet 5	-
Conduit N°14	Ligne Mini 2 – Rejet 1	11,90 %

2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance des rejets dans les conditions suivantes :

Chaudières	
Paramètre	Fréquence
Débit	Tous les 2 ans
O ₂	Tous les 2 ans
NO _x	Tous les 2 ans
CO	Tous les 2 ans

Fours (conduits n°4 à 14 sauf 8 et 13)	
Paramètre	Fréquence
Débit	annuelle
O ₂	annuelle
NO _x	annuelle
Poussières	annuelle
COVNM	annuelle

La fréquence devient triannuelle au bout d'une année de surveillance pour les paramètres respectant les valeurs limites.

Pour les COVNM, la surveillance peut être arrêtée au bout d'une année de surveillance si les valeurs limites sont respectées.

2.3.2 Surveillance des émissions diffuses

Sans objet

2.3.3 Mesures «comparatives»

Sans objet

3 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement moyen	Prélèvement maximal
				Journalier (m3/j)	Annuel (m3/an)
Réseau d'eau	Jussy	AG013	X : 7160661.05 y : 6958849.43	250	35000

3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Sans objet

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc).

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées PK	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	D8 P4+150 m	X : 717595.78 Y : 6959240.24	Eaux industrielles	Réseau d'assainissement (eaux usées et eaux pluviales)	Jussy - Code Sandre : 10257400000	Autorisation et convention de déversement d'eaux usées non domestiques et d'eaux pluviales aux systèmes de collecte (Agglomération du Saint-Quentinois)
Pt N°2	D8 P4+150 m	X : 717595.78 Y : 6959240.24	Eaux pluviales	Réseau d'eaux pluviales de la commune de Jussy		Autorisation et Convention de déversement d'eaux usées non domestiques et d'eaux pluviales aux systèmes de collecte (Agglomération du Saint-Quentinois)

3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

3.3 Limitation des rejets

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°1.

- Température maximale : 30 °C
- pH : entre 5,5 et 8,5
- Débit maximal journalier (m³/j) : 50 m³/j
- Débit maximum horaire : 3 m³/h

Paramètres	Rejet n°1 – eaux industrielles	
	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
MES	2000	60
DCO	4347	217
DBO ₅	3347	167
NGL	87	4,35
Pt	55	2,75

3.3.2 Rejets internes

Sans objet.

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.4.2 Contrôle des rejets

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Périodicité de la mesure
Débit rejeté	Journalier
pH	Journalier
DBO ₅	Hebdomadaire
DCO	Hebdomadaire
MES	Hebdomadaire
NGL	Hebdomadaire
Pt	Hebdomadaire

Les analyses seront réalisées sur des échantillons moyens 24h prélevés proportionnellement au débit et conservés à basse température (4°C). Les prélèvements seront répartis de façon égale sur chaque jour de la semaine en les faisant coïncider avec ceux de la station d'épuration de JUSSY dont l'exploitant se sera procuré le planning auprès du gestionnaire.

3.4.3 Contrôles de recalage (eau)

Sans objet.

3.5 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

Sans objet.

4 Autorisations embarquées et mesures d'évitement, de réduction et de compensation

4.1 Autorisation spéciale au titre de la législation des réserves naturelles nationales

Sans objet.

4.2 Autorisation spéciale au titre de la législation des sites classés

Sans objet.

4.3 Dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés

Sans objet.

4.4 Autres mesures d'évitement, réduction et compensation

Les mesures d'évitement (ME), de réduction (MR), de compensation (MC) et d'accompagnement (MA) sont mises en œuvre dans les conditions prévues dans le dossier de demande d'autorisation environnementale (et détaillées en particulier dans l'étude d'impact et ses annexes).

MR 1 : réduire la pollution lumineuse liée aux activités du site avec l'utilisation de luminaires LED.

MR 2 : utiliser un mode d'entretien des espaces verts par le pâturage des animaux herbivores.

5 Protection du cadre de vie

5.1 Limitation des niveaux de bruit

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe

5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure 1 ou 3	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure 2, 4 ou 5	60 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

5.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans

5.1.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

6 Prévention des risques technologiques

6.1 Conception des installations

6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.1.2 Désenfumage

L'ensemble des trappes de désenfumage du R+1 et R+2 du bâtiment reconstruit, de la zone pétrins et du local batterie sont à déclenchement manuel via des boîtiers de commande.

Les boîtiers de commande sont situés à l'entrée des zones et aux issues de secours.

6.1.3 Organisation des stockages de l'entrepôt (rubrique 1510)

Les règles d'entreposage sont fixées par l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé.

Elles respectent par ailleurs les hypothèses (Hauteur de stockage, Largeur des allées, Distances par rapport aux quais ou aux façades...) retenues dans les notes de calcul FLUMILOG annexées à l'étude de danger.

6.1.4 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Trois aires de mise en station des échelles aériennes d'une largeur utile de 7 mètres minimum et d'une longueur de 10 mètres minimum sont mises en place.

Elles sont positionnées comme suit :

- 1 aire à disposer sur la façade ouest entre les 2 bâtiments existants,
- 1 aire à disposer sur la façade Est au droit du mur séparant le bâtiment projeté de l'existant,
- 1 aire à disposer sur la façade Ouest au droit du mur séparant le bâtiment projeté de l'existant.

6.1.5 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Le confinement des eaux incendie est effectué selon les modalités suivantes :

- pour le sous-sol : Surface utile de 5 000 m² et niveau considéré de 40 cm d'eau = 2000 m³
- pour les réseaux : 70 m³ (boucle extérieure)

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

6.2 Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents

La société Mondelez met en place d'autres dispositions relatives à la prévention des accidents :

- des détecteurs de flammes au niveau des fours ;
- des déclencheurs manuels près des postes de travail et au niveau du four et du local pompier interne ;
- un dispositif d'alarme protégé (câble résistant au feu) et secouru par batteries permettant la diffusion d'un signal d'alarme et ce, malgré la naissance d'un incendie. Dans les zones bruyantes, le signal sonore sera doublé par un signal lumineux ;
- un report automatique de l'alarme générale après le déclenchement d'un détecteur automatique incendie ou manuel ;
- des capteurs de pression au niveau de l'arrivée de gaz des fours avec fermeture automatique de 2 électrovannes.

6.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 27 février 2020 et du 11 avril 2017 susvisés, complétés et précisés comme ci-après :

- deux bâches souples d'un volume unitaire de 360 m³,
- un système d'extinction automatique d'incendie équipant l'intégralité du site adapté aux produits présents. Le réservoir associé au sprinklage est de 630 m³ ;
- un poteau incendie d'un débit minimum de 60 m³/h, présent sur l'avenue de la Victoire, devant le site,
- des détecteurs incendie équipant l'intégralité du site.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;

6.3.2 Organisation

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers.

6.4 Prévention des accidents liés au vieillissement

Sans objet.

6.5 Prévention du risque inondation

Sans objet.

7 Prévention et gestion des déchets

7.1 Limitation du stockage sur site

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	1 benne carton 30 m ³ 1 benne DIB 30 m ³ en permanence + 1 à 2 bennes supplémentaires de 30 m ³ suivant les besoins des chantiers 1 benne ferraille 10 m ³ Bois – Palettes : 10 m ³ max, suivant les chantiers Co-produits Alimentation animale secs : 30 m ³ (bennes Trotec de 1 m ³) 2 cuves extérieures pour eaux de découpe très chargées (2x25 m ³) Boues de station de traitement des eaux usées (50 m ³)
Déchets dangereux solides	DIS : Néons, piles, graisses techniques, aérosols : 3 Futs de 200 litres en stockage permanent, avec un volume maximum annuel de 2 à 3 m ³ DIS : 1 benne de 15 m ³ DAS : déchets médicaux, compresses, seringues, aiguilles, pansements, : 20 litres

8 Dispositions diverses

8.1 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens – 14 rue Lemerchier – 80011 AMIENS CEDEX :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L.181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ou de non prorogation du délai de recours, les tiers intéressés sont tenus de notifier le recours à l'auteur et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours suivant le dépôt du recours contentieux auprès de la juridiction ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal administratif d'appel peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

8.2 : Publicité

En vue de l'information des tiers, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à disposition de toute personne intéressée, sera affichée en mairie de JUSSY pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de JUSSY fait connaître par procès-verbal adressé à la Préfecture de l'Aisne – DDT- Service Environnement – Unité ICPE – 50 bd de Lyon 02011 LAON cedex – l'accomplissement et de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

8.3 : Caducité de l'arrêté

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-117 et R.214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

8.4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, le sous-préfet de l'arrondissement de SAINT-QUENTIN, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le Directeur départemental des territoires de l'Aisne sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de JUSSY et au bénéficiaire de l'arrêté.

Fait à Laon, le **23 JUIL. 2024**


Thomas CAMPEAUX